

Les mille sources de la Colère

N° 107

mars 2018

EDITO



Débutée dès l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, l'offensive contre la Fonction publique, ses missions et ses agents est entrée dans une nouvelle dimension le 1er février dernier avec les annonces gouvernementales et les funestes présages de CAP 2022.

Regarder lucidement l'étendue des reculs que le Président, le Premier ministre et le gouvernement promettent au service public et à la population ne constitue en rien un acte de défaitisme quelconque. Tout à l'inverse, prendre cette mesure c'est aussi prendre les dispositions et construire les initiatives, non seulement pour mettre en échec ce plan de tous les dangers mais également, dans le même temps, mettre en avant et populariser nos propositions alternatives.

D'ailleurs, depuis la journée unitaire du 10 octobre sur les trois versants de la Fonction publique, des actions sectorielles, souvent fortes et déterminées, se sont multipliées et, le plus souvent, ont pris leur place dans un processus résolument inscrit dans la durée.

Pour légitimes et incontournables qu'elles soient, toutes ces actions sont porteuses d'un enseignement essentiel : gagner des avancées significatives sur des enjeux qui touchent aux orientations générales des politiques libérales actuelles est devenu extrêmement difficile. Le « camp d'en face » a complètement intégré l'idée que céder à certaines exigences, même lorsqu'il s'agit de corporations aux effectifs réduits, serait donner un signal catastrophique à ses yeux, synonyme d'une brèche par laquelle le plus grand nombre pourrait s'engouffrer.

Il ne s'agit pas d'une simple juxtaposition de luttes, séparées par des cloisons étanches. Bien au contraire, toutes ces actions soulignent à la fois la communauté des revendications mises en avant (ce qui n'exclut bien sûr pas les spécificités) et la volonté qu'elles convergent pour être encore plus efficaces

TOUTES S'INSCRIVENT DONC RÉSOLUMENT DANS LA JOURNÉE UNITAIRE DE GRÈVE ET DE MANIFESTATIONS DU 22 MARS.

GENIALE CLAIRVOYANCE ANTICIPATRICE

La terrible nouvelle est tombée de la DG : l'objectif d'un seul service de publicité foncière par département sera atteint coûte que coûte. Les deux SPF locaux vont donc fusionner au plus tard au second semestre 2019 sans que N°1 n'ait la moindre marge de manœuvre. Mais c'est sans compter avec le génie d'anticipation de notre guide suprême local : en étant candidat volontaire et retenu pour préfigurer les nouvelles règles de gestion (traduire, moi, gestionnaire 1^{er}, je mettrai les agents où je veux quand je veux) il pourra traiter cette énième restructuration d'une main de maître.... La vie est bien faite quand même !

MARRONNIER

Tu as été assassiné(e) ou maltraité(e) dans ton rapport de compte rendu d'évaluation ? . N'hésite pas à faire appel, mais attention il est encore trop tôt ! Pour l'instant, tu as juste reçu le compte rendu et tu as signé l'accusé réception. Tu as, à ce stade de la procédure, pu mettre un commentaire dans « expression de l'agent », mais ce n'est pas très important.. Il ne s'agit surtout pas de développer ton argumentaire à cette étape! C'est seulement quand le compte rendu te reviendra une seconde fois signé par la haute autorité hiérarchique que tu pourras peaufiner ton véritable appel. N'hésite pas à faire appel à nous... aussi... pour t'aider dans cette démarche.

Et vive la simplification administrative !

QUAND LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

Nos numéros 1, numéros bis et autres têtes couronnées des directions départementales ont beaucoup de travail en ce moment : réformes à tout va, liquidations de services, de missions, d'agents, pas un jour ne passe sans qu'une mauvaise nouvelle ne nous tombe sur la tête. A tel point que l'on peut se demander si ce n'est pas une entreprise de destruction de la DGFIP qui est lancée même s'il ne faut pas le dire, ça pourrait faire réagir la base. Par contre, il reste un peu de temps libre à ce joli monde pour discuter avec la direction générale de passerelles avec d'autres ministères et notamment celui de l'intérieur sur des postes de préfets ou sous-préfets. C'est qu'on veut bien faire le sale boulot de liquidateur mais à condition de se préserver une porte de sortie. Bon la paye sera moins indécente mais restera le prestige suranné des vieilles dorures de la République... Chacun ses motivations !

AGORA TE MONTRE LA VOIE

C'est un message de la direction qui nous annonce la nouvelle, le jeudi 22 mars l'application AGORA refusera de travailler. Plus de libre service, plus de pointage.... La grève !

Sans doute le sursaut d'orgueil d'une application qui, face à l'annonce de sa disparition prochaine décide d'exprimer son mécontentement.

Cela ne vous rappelle rien ? Si comme AGORA les agents de la DGFIP souhaitent exprimer leur refus de voir la DGFIP liquidée sur l'autel du dogme libéral, ils n'ont qu'à suivre l'exemple en étant grévistes eux-mêmes le 22 mars !

TOUS EN GREVE LE 22 MARS !

MANIFESTATION À TULLE
À 10H00 SUR LE PARVIS DE LA
CITE
RASSEMBLEMENT À
BRIVE À 14H
DEVANT LE HALL D'ENTRÉE
DU CENTRE HOSPITALIER

